

## IL VERRA LE JOUR BIENTÔT

# Un service de renseignement pour les douanes

**Le renseignement fait désormais partie de l'organigramme de l'institution douanière. Cette nouvelle «structure» organique, introduite dans le sillage des nouvelles missions de l'administration des douanes, sera confortée avant la fin de l'année en cours par un nouveau code des douanes.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Cette nouvelle disposition se veut un moyen de permettre aux «douanes algériennes de disposer de toutes les informations relatives au blanchiment d'argent, au piratage, à la drogue et autres crimes susceptibles de menacer l'économie nationale ou porter atteinte à la sécurité du pays». Des sources proches de la Direction générale des douanes soulignent que «la nouvelle structure en charge du renseignement au sein des Douanes algériennes interviendra au double niveau intérieur et extérieur de l'institution».

Dans ce cadre, «un plan d'accompagnement s'étalera jusqu'à l'horizon 2010». Une démarche qui intervient dans le cadre «du plan de modernisation de l'institution appuyé par une enveloppe budgétaire de 10 milliards».

Le plan en question avait été élaboré suite aux multiples rapports et autres constats élaborés depuis plusieurs années par les responsables des douanes.

A ce sujet, il y a lieu de noter qu'un diagnostic de la situation des douanes en Algérie avait été établi par la Direction des études chargée de l'organisation et méthodes (DEOM).

Le diagnostic a mis en exergue



Un plan de modernisation d'un montant de 10 milliards de dinars.

une multitude de dysfonctionnements, de déficiences et d'imperfections sur les plans réglementaire, organisationnel et opérationnel.

Mohamed Abdou Bouderbala, directeur général des douanes, a expliqué que «la réforme de l'institution douanière, dont l'échéance est comprise entre 2007 et 2010, obéit aux exigences de mutation économique aux plans national et international, mais aussi aux différents engagements conclus avec des organisations internationales, dont le FMI, l'UE et prochainement l'OMC».

Selon lui, les nouvelles missions des douanes algériennes imposent à l'institution une «mise à jour» de l'ensemble de ses activités et moyens. Selon le rapport

de la DEOM, les Douanes algériennes ne disposent que de 14 000 agents (tous grades confondus) pour tout le territoire national.

Le renforcement des effectifs se traduira par le recrutement d'une moyenne de 1 500 agents par an pour atteindre un effectif de 20 000 agents en 2010.

Aussi, compte tenu du «manque flagrant de qualification professionnelle» des personnels, mais également des carences enregistrées au niveau des directions, il a été mis sur pied un programme de formation et de requalification.

En matière de lutte contre la fraude douanière, les Douanes algériennes relèvent un manque de concertation avec les institu-

tions concernées. L'insuffisance des moyens et de qualification des personnes chargées des «contrôles a posteriori» est également avancée pour expliquer difficultés rencontrées dans la lutte contre la fraude, la contrefaçon et le piratage. Le plan de modernisation des douanes (2007-2010), d'un montant de 10 milliards de dinars, permettra, à court terme, de doter les douanes d'hélicoptères pour survoler les zones de passage des contrebandiers, de nouveaux scanners de détection, de véhicules et de moyens de communication ultra-modernes, mais offrira, également, à ses ressources humaines l'opportunité d'être à l'écoute des «mutations» économiques et financières.

A. B.

## MESURES DE SECURITÉ AUX ALENTOURS DE L'AÉROPORT D'ALGER

# Les commerçants concernés montent au créneau

**Le délai accordé par la wilaya d'Alger aux commerçants installés sur le périmètre de l'aéroport international d'Alger pour quitter les lieux, en application de l'arrêté n°2786 du 23 août 2008, a expiré hier. Dans des recours administratifs adressés à la wilaya et à la Direction du commerce, les commerçants touchés par cette mesure ont demandé la suspension de l'application de ladite décision, jusqu'à ce que toute la lumière soit faite sur cette nouvelle disposition.**

**Rosa Mansouri - Alger (Le Soir)**- L'incertitude et l'inquiétude règnent chez les commerçants. Ils se comptent par dizaines et leur gagne-pain est menacé. Pour le moment, ils refusent de quitter leurs commerces mais savent pertinemment que les pouvoirs publics ne reviendront pas sur leur décision et qu'ils risquent de se retrouver à la rue d'un instant à un autre. Le forcing de l'administration ne s'est d'ailleurs pas fait attendre, puisque la Direction du commerce a menacé les commerçants d'un éventuel retrait de leur registre du commerce s'ils n'appliquaient pas les décisions de la wilaya. Voilà qui vient plonger toute une population dans le désarroi. Selon des témoignages recueillis auprès des com-

merçants, «cette décision de la wilaya n'a aucun sens, puisqu'elle ne fournit pas de détails sur le périmètre de sécurité de l'aéroport auquel s'applique le nouvel arrêté».

Car, en effet, mis à part quelques commerces se trouvant sur le périmètre habituel qui est de 200 m, à partir de la clôture de l'aéroport, tous les autres, pourtant avisés par la notification, se trouvent en dehors de ce périmètre. La question que se posent aujourd'hui ces commerçants est de savoir si un nouveau périmètre de sécurité secret a été établi, sans qu'ils aient été avisés.

Ils demandent que ce nouveau périmètre soit rendu public par le biais de la loi. «Nous demandons



Le gagne-pain de centaines de familles menacé.

l'ouverture d'un débat avec tous les commerçants afin de négocier les nouvelles mesures, sur lesquelles l'Etat doit faire des concessions, et ce pour sauvegarder les commerces se trouvant dans cette zone.»

Comme il est incompréhensible d'admettre que le périmètre de sécurité, si l'on se réfère à toutes les mises en demeure adressées

aux commerçants, s'étende sur plusieurs kilomètres, touchant Rouiba, les Eucalyptus, Hammadi et d'autres circonscriptions.

La population commence à douter que cette décision soit d'origine sécuritaire et suspecte plutôt des intérêts occultes. A qui profite, donc, le flou qui entoure cette démarche ?

R. M.

## SELON L'ASSOCIATION SIRIUS Aïd El-Fitr le mercredi 1<sup>er</sup> octobre

**C'est le mercredi 1<sup>er</sup> octobre que les Algériens devraient fêter l'Aïd, selon l'association Sirius d'astronomie, qui se base sur l'impossibilité de voir la lune lors de la nuit du doute.**

**F-Zohra B. Alger (Le Soir)** - Le mois de Ramadan s'étalera donc sur 30 jours, selon les scientifiques. Se basant sur des observations et des données astronomiques, les membres de l'association Sirius expliquent que le 29 septembre au soir, la lune sera couchée au moment du déclin du soleil à 3 degré au-dessous de l'horizon et restera couchée durant onze minutes lors du coucher du soleil. «Vu ces données du point de vue astronomique, il est donc impossible de voir la lune. L'astre sera invisible. Dans la nuit du 30, la lune ne sera pas également visible à part, éventuellement, dans l'extrême-sud du pays», souligne, pour sa part, le professeur Mimouni, président de l'association Sirius. Ainsi, tous les pays qui ont entamé le jeûne le lundi 1<sup>er</sup> septembre célébreront l'Aïd le mercredi 1<sup>er</sup> octobre. Ceci du fait que la lune sera dans la même position dans ces régions, à savoir au-dessous de l'horizon. Par ailleurs, et selon l'association Sirius, pour les pays qui ont entamé le jeûne le mardi 2 septembre, certains pourront observer la lune à l'œil nu et d'autres la découvriront avec les instruments d'observation, alors que dans d'autres régions, elle ne sera pas visible. Toujours selon notre interlocuteur, à partir des pays arabes, l'astre lunaire ne sera pas visible si l'on prend en considération l'observation locale. Ces derniers observeront donc un mois de Ramadan à 30 jours et fêteront l'Aïd le jeudi 2 octobre. Même si la lune pourrait être visible, explique le professeur Mimouni, à partir du sud de l'Arabie saoudite et du Soudan. En fait, selon l'association Sirius, tous les pays arabes termineront le mois de Ramadan en même temps que l'Algérie, mis à part le sultanat d'Oman, l'Iran et d'autres pays asiatiques comme le Bangladesh, l'Inde et le Pakistan. «Nous espérons que le Comité du croissant lunaire prendra en compte les informations astronomiques et le fait qu'il soit impossible de voir la lune la nuit du doute, c'est-à-dire le lundi 29 septembre», a déclaré le professeur Mimouni.

F-Z.B.